

LES NOUVEAUX MÉDICAMENTS AU TIERS-MONDE : PAS DE MARCHÉ, PAS DE PRODUITS

par RAYMOND LEMIEUX

Entre le laboratoire de recherche et la pharmacie, le médicament nouveau destiné aux pays du Tiers-Monde et dont la mise au point a été financée par des fonds publics, a un cheminement incertain. Sa commercialisation est, en effet, l'affaire d'entreprises pharmaceutiques que n'anime pas un grand enthousiasme pour les marchés du Sud.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), principale commanditaire de ces recherches, se retrouve dans un dilemme particulier face à l'industrie pharmaceutique : elle doit négocier la mise en marché des médicaments qu'elle a fait breveter. Pas facile, car l'une et l'autre ne poursuivent pas vraiment les mêmes objectifs. La santé pour tous d'une part; les bénéfices pécuniaires d'autre part. Deux objectifs irréconciliables ? À l'OMS, on souhaite s'adapter. «Si l'entreprise qui a collaboré avec nous dans une recherche décide de fabriquer le produit, on lui demande par contrat de renoncer à toute forme de profit en rendant le produit accessible aux pays du Tiers-Monde», explique M. Pierre Boutros Mansourian, médecin et porte-parole du Comité consultatif pour la recherche médicale à l'OMS. En d'autres termes, on dit aux gens de l'industrie : Messieurs, vous avez développé un merveilleux produit, en principe grâce à nous. Et bien, gagnez autant d'argent que vous voulez chez les gens riches mais n'en faites pas sur le dos des gens pauvres. C'est notre principe général.»

Reste que l'industrie pharmaceutique n'est pas une industrie classique. Sa richesse tient avant tout dans la matière grise qui habite ses laboratoires. Le marché du Tiers-Monde n'est pas un marché ordinaire, non plus. Il n'a, en tout cas, rien pour stimuler la créativité scientifique de l'industrie qui investit peu dans la recherche touchant spécifiquement les pays en développement. On a calculé que les firmes pharmaceutiques mettent en moyenne 2 p. 100 de leurs efforts de recherches dans la lutte contre les maladies tropicales. Parfois, cela peut aller jusqu'à 5 p. 100, affirme Pascale Brudon, pharmacienne à l'OMS. Il y a de toute évidence un manque de recherche dans ce secteur. Les industries voudraient bien en faire mais ce n'est pas suffisamment profitable. C'est pourquoi l'OMS a mis sur pied le programme «Recherche pour les Tropiques» qui s'appuie sur la coopération des universités et de l'industrie.»

et que les essais cliniques d'un vaccin synthétique se dérouleront plus tard cette année. L'OMS, qui le subventionne, n'arrivait pas jusqu'à récemment à s'entendre avec l'industrie pour sa fabrication en série. Pourtant, le besoin d'un tel médicament ne fait aucun doute : le paludisme touche des centaines de millions de personnes au Tiers-Monde, surtout parmi les populations pauvres. Comment les entreprises peuvent-elles moralement aller y puiser un bénéfice ?



Une injection douloureuse d'un médicament sans doute développé dans les pays du Nord.

Même si elle en a la propriété intellectuelle, l'OMS n'a aucune possibilité technique de commercialiser des produits médicaux. Elle est donc obligée de pactiser avec l'industrie pour veiller à la fabrication à bas prix des médicaments. À Genève, on ne tient pas trop à commenter l'état actuel du dossier paludisme. «Un problème juridique», dit-on.

Ce n'est qu'en 1982 que l'Organisation mondiale de la santé s'est mise à protéger les inventions dont elle a fortement encouragé la réalisation. Deux options se présentent : ou le chercheur reçoit l'autorisation de déposer lui-même la demande de brevet, ou c'est l'OMS qui en prend l'initiative. Jusqu'à présent, ce sont surtout des travaux concernant la mise au point de contraceptifs qui ont été touchés par cette politique. L'OMS n'a qu'un seul souci : que les produits soient vendus au plus bas prix possible. «C'est sûr que même si un vaccin développé par l'OMS pour le Tiers-Monde n'est pas vendu cher, il profitera à l'entreprise privée», dit Mme Brudon. Selon M. Pierre Mansourian, c'est une question de calcul. «Comme tout autre médicament vendu dans les pays en développement, une partie de la population pourra l'acheter. Les entreprises peuvent donc espérer en tirer un profit. De plus, elles peuvent songer à vendre ces produits aux

voyageurs des pays industrialisés. Finalement, les retombées scientifiques des recherches sont susceptibles d'amener une compagnie à s'y impliquer, sans compter que les techniques ainsi développées pourront contribuer à ce que d'autres types de produits soient élaborés», affirme le médecin.

UN FAIBLE ENTHOUSIASME

Chez Ciba-Geigy, on admet qu'aucune production ne s'adresse spécifiquement au Tiers-Monde. «On a tout de même un centre de recherche en parasitologie en Inde, précise fièrement le docteur Bugser, porte-parole médical de la compagnie. Et puis, c'est nous qui avons mis au point un médicament contre la schistosomiase dont on se sert aujourd'hui partout dans le monde». Trop cher ? «Là, vous abordez le problème Nord-Sud dans sa globalité. Souvent, dans ces pays, on ne veut pas d'une marchandise peu chère parce qu'elle est jugée automatiquement secondaire et de qualité douteuse». Le son de cloche est sensiblement le même chez Hoffman-LaRoche où on fait, là aussi, ses propres recherches en médecine tropicale. «Le grand problème, c'est qu'elle rapporte peu», dit un représentant de la firme.

L'OMS investit environ 50 millions de dollars par année dans la recherche pharmaceutique. «On ne peut pas développer un vaccin comme on commande un nouveau Boeing», dit M. Mansourian. Ce sont des instituts spécialisés et des universités qui bénéficient le plus souvent de cette générosité onusienne. «L'industrie privée profite beaucoup des recherches universitaires qu'elle n'a pas besoin de faire», souligne Mme Brudon.

La recherche n'est qu'un des maillons d'une dynamique qui place les pays du Tiers-Monde en situation de dépendance vis-à-vis la médecine industrialisée du Nord. Rares sont les pays en développement qui possèdent une industrie pharmaceutique, même embryonnaire.

Pourtant, le marché pharmaceutique mondial a totalisé l'an dernier des ventes de près de 100 milliards de dollars et environ 90 p. 100 des médicaments étaient fabriqués dans les pays développés.

L'Assemblée mondiale de l'OMS a récemment décidé de convoquer une réunion afin d'étudier l'adoption d'un «code de conduite» pour le monde de la santé. Du côté de l'industrie, on prétend qu'un tel code menacerait la vitalité indispensable à la recherche pharmacologique effectuée dans le secteur privé. Le débat est ouvert. . . □

Raymond Lemieux est un journaliste pigiste canadien.

«COPYRIGHT OMS»

À l'Université de New York, un projet destiné à mettre au point un vaccin contre le paludisme risque de ne jamais aboutir à cause de problèmes de distribution même si des tests sur l'homme ont débuté en mars